

FASO Digit@l MAG

N° 0005 / 2024

A LA LOUPE

Accès des populations aux communications électroniques : les populations de Doufiguisso désormais au diapason des TIC à travers la Case numérique

ACTU

Dématérialisation des procédures de l'administration : la plateforme ATI lancée officiellement



**REDUCTION DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE
AU BURKINA FASO**

La Case numérique, un rempart

SOMMAIRE

N° 0005 - AVRIL A JUIN 2024

EDITO

PAGE 03

A LA DECOUVERTE DE

PAGE 4

CARNETS D'AUDIENCES

PAGE 07

A LA LOUPE

PAGE 14

LES GRANDS CHANTIERS DU NUMERIQUE

PAGE 17

ACTU

PAGE 19

ASTUCES TECH

PAGE 34

DIRECTRICE DE PUBLICATION

Dr Aminata ZERBO/SABANE

*Ministre de la transition digitale, des postes
et des communications électroniques*

COORDONNATEUR GENERAL

Kisito TRAORE

Secrétaire général

DIRECTEUR DE REDACTION

Bachirou NANA

*Directeur de la Communication
et des Relations Presses*

Tel : +226 68 18 96 00

Mail : nanabachirou2000@yahoo.fr

EQUIPE DE REDACTION

Rémi LOHOA

Eric-Aimé OUEDRAOGO

Adama ZONGO

Bouraima KABRE

Afoussata Anissa TALL

Geoffroy R. DOULKOM

PHOTOS

DCRP/MTDPCE

CONCEPTION GRAPHIQUE

ARAIGNEE BURKINA

Tel : 226 25 36 87 77



Dr Aminata ZERBO/SABANE

Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques

Réduction de la fracture numérique au Burkina Faso : la Case numérique, un rempart

Le Burkina Faso à travers sa marche vers un développement durable, accorde une place de choix à l'économie numérique dans ses stratégies de développement afin de minimiser les conséquences liées à la fracture numérique et surtout soutenir sa croissance tout en offrant des opportunités et des conditions pour une grande employabilité des populations.

C'est fort de cet enjeu que le Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques à travers sa Direction générale des Communications électroniques, a entrepris de mettre en place des Cases numériques dans les zones non couvertes par les réseaux. Cette démarche du département en charge du numérique, soutenue par le Fonds d'Accès du Service universel (FASU) et l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA), vise à réduire la fracture numérique et à rendre surtout accessibles, les services administratifs en ligne aux populations tels que le e-Casier judiciaire, le e-certificat de nationalité Burkinabè et bien d'autres services en ligne. Inscrite comme l'une des missions principales du

ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, la construction des cases numériques entre en droite ligne dans la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de communications électroniques. Désormais avec les Cases numériques, les populations auront accès aux services numériques, où qu'elles se trouvent. C'est donc dire que la dynamique pour une réduction de la fracture numérique est bien enclenchée. Laquelle dynamique traduit la volonté des plus hautes autorités du pays à œuvrer pour faire du numérique, un puissant levier de développement à tous les niveaux.

La Case numérique est équipée de matériel informatique de base, tels que des ordinateurs, des équipements multimédias, une imprimante et un scanner, le tout doté d'une connexion satellitaire et d'un relai Wi-Fi pour une portée d'environ 50 mètres de rayon autour de la case. Pour faciliter l'accès des populations bénéficiaires de ces cases numériques, aux services de connexion Internet proposés, chaque utilisateur devrait déboursier pour la journée, la somme de 100 F CFA ou 500 F CFA pour le mois en fonction des zones. Un coût que bon nombre d'acteurs estiment assez raisonnable voire acceptable et à la portée des populations.

Pour l'instant, ce sont deux projets pilotes qui sont mis en œuvre, à savoir la Case numérique à Doufiguisso dans la province du Houet et celle de Lemnogo dans la province du Kadiogo. Ces deux modèles serviront de base pour une extension future vers d'autres zones reculées et sans accès aux services de communications électroniques.

« Nous restons convaincus qu'avec l'accélération de la dématérialisation, la réalisation des Cases numériques à travers ces différentes localités est une aubaine pour nos populations », foi du de la Ministre Aminata ZERB/SABANE. Je voudrais, remercier tous nos partenaires qui nous accompagnent dans cette dynamique et rassurer davantage nos populations que cette dynamique enclenchée va se poursuivre car nous avons fait de la réduction de la fracture numérique au Burkina Faso, un défi à relever pour un meilleur développement socio-économique du Burkina Faso.

Dr Aminata ZERBO/SABANE

Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques

PRESENTATION DU SECRETARIAT PERMANENT DE L'INNOVATION ET DE LA VEILLE SUR LES TECHNOLOGIES EMERGENTES DU NUMERIQUE (SP-IVTEN)

Jadis Secrétariat Technique d'Etudes et d'Analyse Stratégique (ST-EAS), l'actuelle Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Emergentes du Numérique (SP-IVTEN), est l'une des structures cœur de métier du Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques (MTDPCE).

Cette structure a pour mission d'assurer une veille constante sur les technologies et les sujets émergents pour une adoption inclusive, efficaces et efficientes des innovations du secteur numérique dans l'Administration, la société et l'économie burkinabè. A ce titre, le Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Emergentes du Numérique, est chargé entre autres de servir de conseil à tous les niveaux de prise de décision sur l'adoption des technologies du numérique à l'échelle nationale ; de faire les propositions de projets technologiques innovants en matière de numérique au regard des priorités et des contraintes de développement du pays et d'identifier les technologies émergentes, de conduire leurs évaluations stratégiques et d'explorer leur intégration dans la programmation opérationnelle des projets nationaux de développement en matière de numérique. L'actuel Secrétaire permanent est Docteur Yaya TRAORE, Maître de conférences en informatique.

Suivant les dispositions de l'ARRETE N°2023-000038/MTDPCE/CAB/SPIVTEN portant attributions, organisation et fonctionnement du Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Emergentes du Numérique, ledit Secrétariat est organisé ainsi qu'il suit :

- les Services d'appui;
- les Départements.



Docteur Yaya TRAORE

Secrétaire Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Emergentes du Numérique (SP-IVTEN)

DES SERVICES D'APPUI AU SECRETARIAT PERMANENT

Composés du Secrétariat particulier (SP), du Service administratif et financier (SAF) et du Pool d'experts, ces Services d'appui sont chargés notamment d'accueillir, d'informer et d'orienter les usagers et le personnel ; d'organiser et d'assurer le suivi des réunions et des audiences du Secrétaire permanent, pour ce qu'est du Secrétariat particulier. Le Service administratif et financier, quant à lui, est chargé d'assurer, en collaboration avec la Direction des ressources humaines (DRH), la Direction de la gestion des finances (DGF), le Bureau comptable matières principal (BCMP) et la Direction des marchés publics (DMP) la gestion des moyens humains, financiers et matériel du Secrétariat permanent. S'agissant du Pool d'experts, composé de cinq (05) experts au plus et ayant une bonne expérience en recherche dans les domaines de l'informatique, des postes, de l'économie ou des finances et du droit, il est chargé d'assister le Secrétaire permanent dans l'accomplissement de ses missions et d'appuyer les Départements dans les études et analyses dont ils ont la charge.

DES DEPARTEMENTS

Le Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Emergentes du Numérique est constitué de deux Départements que le Département de la veille sur les technologies émergentes et le Département de l'innovation et de la vulgarisation.

Le premier Département est chargé de suivre l'évolution des secteurs du numérique et des postes et de faire une analyse thématique des domaines d'intérêt majeur et des avancées technologique. Autrement dit, ce Département a pour rôle de servir de conseil à tous les niveaux de prise de décision sur l'adoption des technologies du numérique à l'échelle nationale ; de faire les propositions de projets de technologies innovants en matière de numérique au regard des priorités et des contraintes de développement du pays et d'assurer la veille technologique en matière de transformation digitale et des postes, etc.

Quant au second, il a pour mission d'assurer la réflexion pour l'approbation des services numériques et postaux. A ce titre, le Département est chargé entre autres de sensibiliser toutes les composantes de la société sur les enjeux liés au numérique et servir de conseil à tous les niveaux de prise de décision et d'assurer de concert avec l'ANPTIC, la promotion des initiatives de réduction de la fracture numérique et l'usage du numérique dans tous les secteurs de la vie sociale et économique et par toutes les couches de la population.

DU FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT PERMANENT

Le Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Emergentes du Numérique est placé sous l'autorité d'un Secrétaire permanent nommé par décret en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques.

Il a rang de Conseiller technique du Ministre. Conformément à sa mission, le Secrétaire permanent définit les grandes orientations, coordonne et contrôle l'exécution des activités.

Il est signataire de tous les actes concernant le Secrétariat permanent. En cas d'absence ou d'empêchement, le Secrétaire permanent propose, au Ministre, son intérimaire parmi les experts ou les chefs de Départements.

L'actuel Secrétaire permanent est Docteur Yaya TRAORE, Maître de conférences en informatique.

**C'est ici
qui est doux
à l'heure là.**



LE SAVIEZ-VOUS ?

C'est tendance

Mais,
c'est donné **sa position**
aux **personnes**
malveillantes

restez prudents



f @bclcc

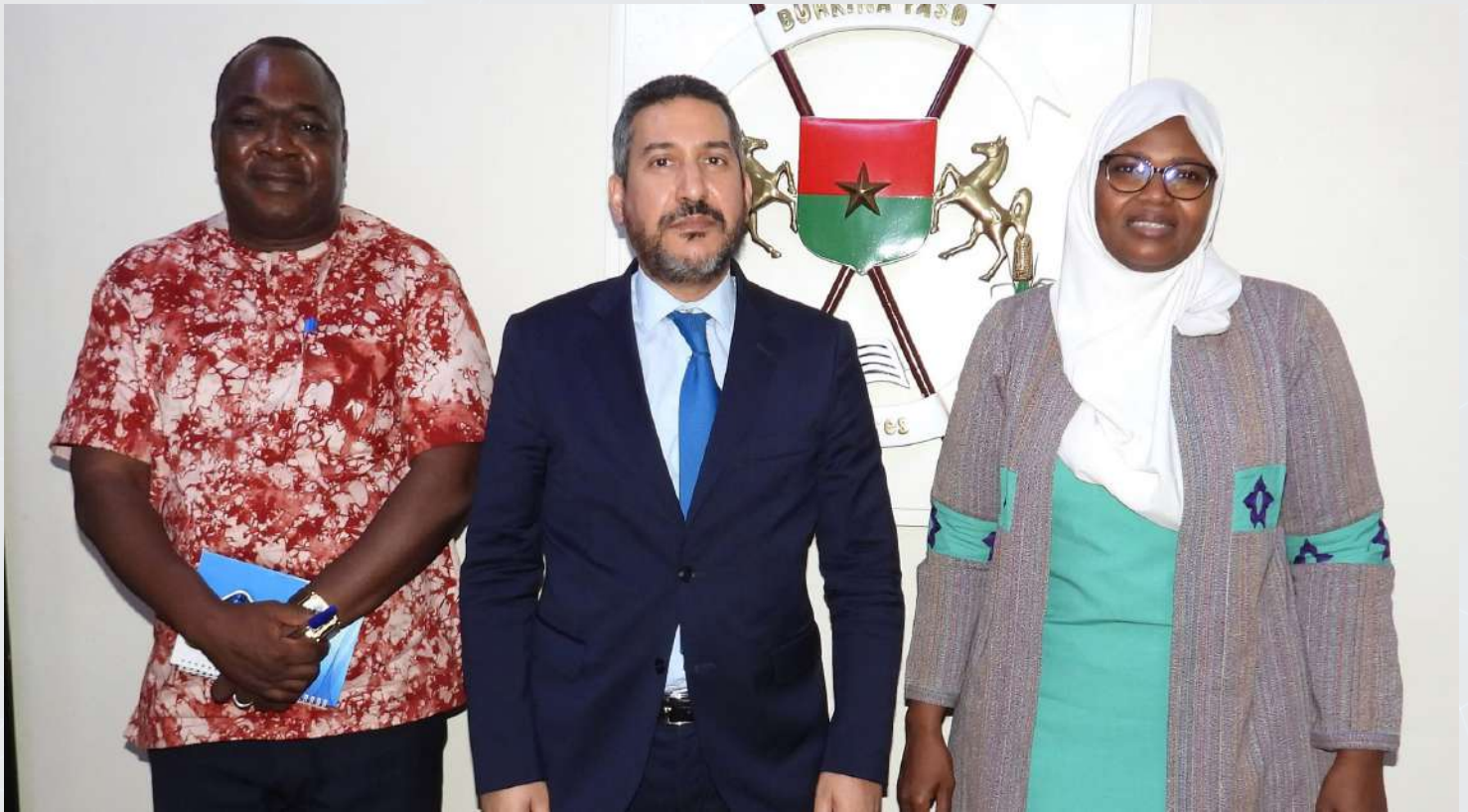
✉ cybercrime@securite.gov.bf

👤 (+226) 25 39 58 42

📍 Ouaga, Bilbalogho

Votre sécurité numérique, notre mission.

Coopération bilatérale : l'ambassadeur du Maroc chez Docteure Aminata ZERBO/SABANE



La Ministre de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a reçu ce mercredi 3 avril 2024, en fin de matinée l'ambassadeur du Maroc au Burkina Faso, SEM Youssef SLAOUI. A sa sortie d'audience, le diplomate marocain a dit être venu rendre une visite de courtoisie à la Ministre et discuter avec elle de l'ensemble des actions entrant dans le cadre de la coopération entre les deux pays. « Nous avons profité inviter la Ministre pour la 2ème édition de GITEX AFRICA 2024 qui aura lieu à Marrakech le mois prochain, sous l'égide du ministère de la Transition numérique et de la réforme de l'administration et accueilli par l'Agence de développement digital », a indiqué l'ambassadeur.

Poursuivant, il a expliqué que cet évènement majeur connaîtra la participation des milliers de personnes de tout le continent et du monde entier pour des échanges d'envergure et des partenariats stratégiques. Cette rencontre permettra des discussions autour des avancées technologiques significatives dans divers secteurs notamment le Cloud, l'IoT, la cybersécurité, la e-santé, la finance, les technologies grand public, les

télécommunications et l'intelligence artificielle.

« Le succès de la 1ère édition du GITEX Africa Morocco souligne de la volonté de notre continent pour le développement de la transition numérique du Maroc et son engagement à renforcer la coopération Sud-Sud dans le domaine digital ainsi que sa contribution à la promotion internationale du continent africain », a soutenu SEM Youssef SLAOUI.

Revenant sur la coopération entre le Burkina Faso et son pays, l'ambassadeur SLAOUI a laissé entendre que les liens de coopération sont très satisfaisants entre les deux pays car tout dernièrement une mission conjointe de l'Agence marocaine de développement avec l'office marocaine de formation ont séjourné pendant une semaine au Burkina Faso, afin d'échanger sur les opportunités de coopération notamment sur le volet de formation professionnel dont une partie s'intéresse fortement au digital.

A cette audience, la Ministre était assistée par le Directeur de cabinet, Abdoulaye OUEDRAOGO.

DCRP/MTDPCE

Renforcement des capacités du personnel IT (Technologies de l'Information) : une délégation du club des DSI reçue par Dr Aminata ZERBO/SABANE



La Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a reçu en audience dans l'après-midi de ce jeudi 11 avril 2024, une délégation du club des Directeurs des systèmes d'information (DSI) conduite par son nouveau président, Clément Janvier Yentougouili COMBARY, par ailleurs DSI du groupe Coris.

A sa sortie d'audience, Clément Janvier Yentougouili COMBARY a au nom de la délégation confié qu'ils sont venus rendre une visite de courtoisie à la Ministre Aminata ZERBO/SABANE. Ils ont saisi l'occasion pour lui présenter le tout nouveau bureau du club des DSI du Burkina Faso, son programme d'activités et recueillir les orientations de la Ministre pour mieux dynamiser le club, « surtout qu'ils sont un partenaire important » du département en charge de la Transition digitale. A en croire le président du club, plusieurs sujets ont été évoqués avec la Ministre. « L'un des points majeurs au menu des échanges était le positionnement et ce qui est attendu du club sur le plan national notamment son accompagnement dans les activités du ministère. Des pistes et des orientations très

fortes ont été dégagées pour pouvoir étendre la posture du club, afin d'impacter l'écosystème du numérique au Burkina Faso », a soutenu le tout nouveau président. Pour ce faire, il a indiqué que les activités organisées par le club doivent être en adéquation avec la vision et les attentes du ministère pour pouvoir booster de manière générale le digital au Burkina Faso. Pour réussir ce pari, l'ensemble des acteurs tels que les DSI de manière générale et le personnel IT (Information Technology – Technologies de l'information) sont à mobiliser avec toute leur expertise pour accompagner le processus, foi de M. COMBARY.

« Nous ressortons très satisfaits de cette entrevue et les jours à venir seront déterminant parce que nous allons revoir notre programme d'activités afin d'intégrer les nouvelles idées et orientations reçues de la Ministre pour impacter davantage la digitalisation dans notre pays », a conclu le chef de la délégation.

A cette audience, la Ministre était assistée par le Directeur de cabinet, Abdoulaye QUEDRAOGO.

DCRP/MTDPCE

Contribution au développement technologique : une délégation de la diaspora échange avec la ministre Aminata ZERBO/SABANE



La Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a reçu en audience dans l'après-midi de ce lundi 06 mai 2024, une délégation de la diaspora, l'organisation "African Diaspora Development Institute" (ADDI), conduite par le porte-parole de la délégation, Louis DIENG.

L'objectif de cette visite, selon le porte-parole de la délégation d'origine sénégalaise, c'est de connaître les besoins en

matière technologique, technique et infrastructurel, afin d'apporter leur soutien au développement technologique du Burkina Faso, en collaboration avec le gouvernement : "notre déplacement c'est pour voir concrètement, faire des choses pour soutenir le gouvernement et marquer notre empreinte" a souligné le porte parole de la délégation. Et d'ajouter : "nous sommes tous de la diaspora et nous travaillons dans le domaine des technologies de l'information. Avec nos compétences respectives, savoir quel est le support que nous pouvons apporter au niveau de tout ce qui est infrastructure réelle voir technologique dans le pays, voir la collaboration avec le privé ou le grand public qui représente le ministère" a affirmé Louis DIENG. L'organisation ADDI a une existence de cinq ans, son ambassadrice se nomme Docteure ARIKANA Chihombori-Quao, ancienne ambassadrice de l'Union Africaine à Washington aux Nations Unies : "Docteure ARIKANA est la leader qui manage le groupe et qui travaille en collaboration avec l'ambassade du Burkina Faso à Washington, des collaborateurs efficaces qui ont permis cette rencontre" a souligné Louis DIENG.

Il n'a pas manqué de remercier la ministre pour sa disponibilité et cet échange fructueux.

A cette audience, la ministre était assistée par le Conseiller technique Saïdou YANOOGO et le Chargé de missions Christian MINOUNGOU.

DCRP/MTDPCE



(Régulation du secteur des communications électroniques et des postes : le président du Conseil de régulation de l'ARCEP chez la ministre Aminata ZERBO/SABANE

La ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a reçu en audience ce mardi 7 mai 2024, une délégation du Conseil de régulation de l'Autorité de régulation des Communications électroniques et des Postes (ARCEP). La délégation conduite par le président du

Conseil de régulation de l'ARCEP, Dr Pasteur PODA, est venu échanger avec la ministre sur la nécessité de renforcer davantage la collaboration entre les deux institutions pour une meilleure régulation du secteur des communications électroniques et des postes au Burkina Faso.

« Le ministère de tutelle technique de l'ARCEP est le département en charge du numérique et des postes et naturellement il y a des aspects qui sont communs, qui nécessitent la collaboration, de la synergie pour que les différents développements qui se font au profit du secteur des télécommunications et des postes puissent se faire dans une cohérence », a expliqué Dr Pasteur PODA à sa sortie d'audience.

Selon toujours ses explications, les deux institutions sont dans une bonne dynamique de coopération. « Nous avons apprécié aussi ensemble la dynamique de développement du secteur, notamment dans l'aspect qui revient à l'ARCEP

de pouvoir contribuer comme l'exige la loi à la formation et à la recherche dans le domaine des TIC et Postes. A ce niveau, nous avons examiné les mécanismes que nous pouvons engagés pour que cela puisse aller plus vite au regard des défis liés à la qualité des services dans le secteur du numérique et des postes », a-t-il poursuivi. Lors de cette audience, le secteur de la poste était également au centre des échanges. « C'est un secteur qui se modernise et qui se professionnalise et il faut saisir toutes les opportunités qu'offrent la digitalisation pour poursuivre la modernisation de ce secteur », a rassuré le président du Conseil de régulation de l'ARCEP qui s'est également réjoui de la qualité des échanges qu'il a eus avec Docteur Aminata ZERBO/SABANE au cours de cette audience.

DCRP/MTDPCE

Enrolement biométrique des Retraités : le DG de la CARFO sollicite l'accompagnement de Docteur Aminata ZERBO/SABANE pour la réussite de l'opération

juin 2024, le Directeur général de la Caisse autonome de Retraite des Fonctionnaires (CARFO), Hyacinthe TAMALGO. Il est venu solliciter l'accompagnement de Docteur Aminata ZERBO/SABANE pour la réussite de l'opération d'enrôlement biométrique des Retraités dont le lancement officiel est prévu pour le 02 juillet 2024 à Ouagadougou.

« Une vaste réforme biométrique a été lancée et consiste à enrôler l'ensemble des Retraités. Cette réforme vise à rendre fiable notre base de données. Cela va permettre de rentrer dans notre base, l'unicité des Retraités de la CARFO et garantir une bonne sécurité », a confié le Directeur général à sa sortie d'audience.

Le DG Hyacinthe TAMALGO a également indiqué que, Docteur Aminata ZERBO/SABANE a salué l'initiative de cet enrôlement biométrique des Retraités et a marqué son accord pour accompagner la CARFO dans la mise en œuvre de cette opération.

A cette audience, la ministre avait à ses côtés, le Directeur de Cabinet, Abdoulaye OUEDRAOGO.

DCRP/MTDPCE

La ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteur Aminata ZERBO/SABANE, a reçu en audience ce vendredi 21

(Coopération bilatérale : la République populaire de Chine veut renforcer davantage sa coopération dans le domaine du numérique avec le Burkina Faso



La ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a reçu en audience ce vendredi 21 juin 2024, l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Burkina, son Excellence Lu SHAN. Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur le renforcement de la coopération dans le domaine du numérique entre la République populaire de Chine et le Burkina Faso. « Ces dernières années nos deux pays ont engrangé beaucoup de résultats dans le cadre de la coopération bilatérale. La coopération numérique est un des aspects.

Nous voulons renforcer davantage cette coopération digitale et cela va contribuer au développement socio-économique de nos deux pays. La partie chinoise est disposée à travailler avec le Burkina Faso pour le renforcement de cette coopération », a expliqué l'Ambassadeur de la République populaire de Chine à sa sortie d'audience.

A cette audience, la ministre Aminata ZERBO/SABANE était assistée par le Directeur de Cabinet, Abdoulaye QUEDRAOGO.

DCRP/MTDPCE



Digitalisation au Burkina Faso : Coris Bank International entend accompagner le ministère en charge de la Transition digitale dans la réalisation de ses projets

La Ministre de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a reçu ce vendredi 21 juin 2024, la Directrice générale de Coris Bank International, Gisèle GUMEDZOE. Elle est venue féliciter la ministre pour les

efforts consentis dans la mise en œuvre du processus de digitalisation au Burkina Faso et affirmer la disponibilité de son institution à accompagner le ministère dans la réalisation de ses projets.

« Nous sommes venues traduire nos félicitations à la ministre pour le travail qu'elle abat. Nous savons que dans ce 21ème siècle le digital revêt un caractère important et nous sommes venues l'encourager », a fait savoir la Directrice générale de Coris Bank International à sa sortie d'audience.

« Nous avons saisi cette occasion pour échanger sur

des opportunités d'accompagnement et de collaboration avec le ministère », a-t-elle poursuivi. Selon la Directrice générale de Coris Bank International, cette coopération avec le ministère va concerner le domaine du digital et portera aussi bien sur les projets en cours que ceux à venir.

A cette audience, Docteure Aminata ZERBO/SABANE était assistée par le Chargé de Mission, Christian Sanré MINOUNGOU.

DCRP/MTDPCE

Coopération bilatérale : l'Ambassadeur de la République Arabe d'Egypte au Burkina Faso, son Excellence Sherif Abdel Kader Abdel Latif NADA, chez la ministre Aminata ZERBO/SABANE



La Ministre de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a reçu ce vendredi 21 juin 2024, l'Ambassadeur de la République Arabe d'Egypte au Burkina Faso, son Excellence Shérif Abdel Kader Abdel Latif NADA. L'ambassadeur est venu réaffirmer la volonté de son pays à renforcer sa coopération avec le Burkina Faso, surtout dans le domaine du numérique.

« Je suis venu échanger avec la ministre sur les opportunités de coopération bilatérale dans le domaine de la digitalisation entre nos deux pays. Nous souhaitons renforcer davantage cette coopération. L'Égypte entend dans cette coopération, partager son expertise dans

le domaine de la digitalisation avec le Burkina Faso », a indiqué le diplomate égyptien à sa sortie d'audience.

Son Excellence Shérif Abdel Kader Abdel Latif NADA a également au cours de cette audience, remercié et félicité Docteure Aminata ZERBO/SABANE, pour sa disponibilité et les différentes actions engagées au sein de son département, surtout en ce qui concerne la dématérialisation des procédures administratives.

A cette audience, la ministre était assistée par le Directeur de Cabinet, Abdoulaye OUEDRAOGO.

DCRP/MTDPCE

PRÊT SCOLAIRE

La rentrée scolaire
sans stress

0%



#BPBF #Burkina

BPBF
Banque Postale du Burkina Faso



Accès des populations aux communications électroniques : les populations de Doufiguisso désormais au diapason des TIC à travers la Case numérique

Doufiguisso, village situé à 25 kilomètres de Bobo-Dioulasso est désormais « connecté au monde » grâce à la Case numérique. La Case numérique est un outil mis en place par le Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques pour permettre aux populations de pouvoir surfer sur Internet et bénéficier des différents services offerts par les communications électroniques. Une équipe de rédaction de Faso Digit@l Mag s'est rendue à Doufiguisso pour s'imprégner du niveau d'appropriation de la Case numérique par les populations.



Doufiguisso fait partie des villages rattachés à l'Arrondissement 2 de la Commune de Bobo-Dioulasso. Dans cette bourgade située à 25 kilomètres de la ville de Sya, les habitants n'ont pas à envier ceux de la ville de Bobo-Dioulasso en matière de connexion Internet. Ils ont à leur possession des installations qui leur permettent d'être au diapason des TIC. Ces installations appelées « Case numérique », sont une trouvaille du Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques et ses partenaires tels que le Fonds d'accès et du service universel (FASU) et l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), pour favoriser l'accès aux services de communications électroniques dans les zones non couvertes par les réseaux. Cette démarche du département en charge du numérique vise à réduire la fracture numérique en rendant surtout accessibles, les services administratifs en ligne aux habitants tels que le e-Casier judiciaire, le e-certificat de nationalité Burkinabè et bien d'autres services.

« A Doufiguisso, les élèves, les étudiants, les femmes

et les vieux ne partent plus à Bobo-Dioulasso pour se connecter »

La case numérique de Doufiguisso est un conteneur équipé de matériel informatique de base, tels que des ordinateurs, des équipements multimédias, une imprimante, un scanner, une connexion satellitaire et un relai Wi-Fi pour une portée d'environ 50 mètres autour de la case. Les installations sont alimentées par des panneaux solaires. « Pour accéder à la connexion Internet, chaque utilisateur devrait déboursier par mois, la somme de 500 F CFA », nous informe Augustin SANOU, Gérant de la Case numérique de Doufiguisso. A l'en croire, les élèves et les étudiants viennent se connecter pour faire des recherches en lien avec leurs études ou encore pour postuler aux concours de la Fonction publique. « Avant l'installation de la Case numérique à Doufiguisso, les élèves et les étudiants étaient obligés de se rendre à Bobo-Dioulasso pour pouvoir faire toutes ses tâches », précise le Gérant. En plus, pour les demandes de Casier judiciaire, de Certificat de nationalité Burkinabè et autres

documents administratifs, plus besoin de faire également le déplacement de la ville de Sya.

Parmi les personnes qui se réjouissent de la mise en place de la Case numérique à Doufiguisso, il y a également Aloucha SANOU, étudiante à l'Université Nazi BONI de Bobo-Dioulasso. « Avec la Case numérique, même étant au village, je peux suivre mes cours, télécharger les exercices pour les Travaux dirigés publiés dans nos différents groupes WhatsApp, Telegram et autres, ce qui me facilite beaucoup la tâche », se réjouit-elle avant d'ajouter qu'avant l'installation de la Case numérique, toutes ces activités, elle devrait se rendre à Bobo-Dioulasso pour les réaliser.

Quant aux autres composantes de la population à savoir les femmes, les vieux et les jeunes non scolarisés, ils viennent se connecter sur les réseaux sociaux, pour envoyer des messages vocaux à leurs proches hors du village et se divertir, soutient le Gérant Augustin SANOU. Ali SANOU est un jeune du village qui fait partie de cette composante. « Je viens me connecter pour envoyer des messages WhatsApp à mes parents qui sont à Bobo pour avoir leurs nouvelles. Je me connecte aussi souvent sur Facebook et sur YouTube pour visionner des films », nous dit-il.

Le ministère en charge du numérique félicite et invite à dupliquer cette initiative dans d'autres villages

Bernard SANOU est le président du Conseil villageois de Développement (CVD) de Doufiguisso. Il salue la mise en place de la Case numérique à Doufiguisso. « C'est la première fois que notre village se voit doter d'équipements numériques. Le village est honoré par l'acte qui a été posé. Je remercie le Ministère en charge du numérique et le Président du Faso pour l'installation de la Case numérique à Doufiguisso. Nous sommes disposés



Bernard SANOU

Président du Conseil Villageois de Développement



à accompagner toute initiative de développement dans notre village. La case numérique est venue renforcer davantage la cohésion sociale entre nous », a laissé entendre le président du CVD.

Du côté de l'Arrondissement 2 de la commune de Bobo-Dioulasso, l'initiative est également saluée par le premier responsable de l'Arrondissement. Pour Siegfried Bernard SANOU, Président de la Délégation spéciale de l'Arrondissement 2, « si la Case numérique n'existait pas, il fallait la créer ». « Avoir la connexion internet à 500 f le mois pour nos populations rurales, c'est vraiment à féliciter. Tous nos encouragements et nos remerciements à Madame la ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communication électroniques et à tous ses collaborateurs à travers cet accompagnement », indique-t-il. Au regard de l'importance de la Case numérique, Siegfried Bernard SANOU souhaite que la Case numérique de Doufiguisso soit dupliquée dans les 5 autres villages rattachés à son arrondissement.

« Au siège de l'Arrondissement, nous n'avons pas une bonne connexion Internet. Nous souhaitons également que le département nous accompagne à travers un déploiement du RESINA (le Réseau Internet de l'Administration), pour nous permettre d'être également en phase avec la politique du Ministère en ce qui concerne la dématérialisation des procédures au profit de nos populations », a-t-il conclu.

La Case numérique de Doufiguisso est la deuxième du genre mise en place par le ministère en charge du numérique. Lemnogo, village rattaché à la Commune rurale de Komki-Ipala dispose également d'une case numérique. Ces deux projets pilotes serviront de modèle pour étendre l'accès aux services numériques dans d'autres zones reculées du pays. C'est l'ambition affichée par le Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques. Cela permettra de réduire la fracture numérique en rendant accessible les services administratifs en ligne aux populations des zones rurales du Burkina Faso.

Bouraima KABRE/Geoffroy DOULKOM/Eric Aimé OUEDRAOGO

OFFRE
PROMOTIONNELLE
BOÎTES POSTALES

6 mois
(1^{ER} JUILLET AU
31 DÉCEMBRE)
2024

ENTREPRISES



SMART BP

TARIF (FCFA)	20 500 FCFA HT
DÉPÔT DE GARANTIE (FCFA)	0 FCFA
DURÉE	6 mois (DU 1 ^{ER} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2024)
AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS AUX CLIENTS	3 MOIS <ul style="list-style-type: none">ALERTES SMS GRATUITES POUR TOUT COURRIER REÇU ;RELEVAGE / DISTRIBUTION GRATUIT.

DISPONIBLE DANS TOUTES LES AGENCES DE LA POSTE BF SELON LES CONDITIONS DE L'OFFRE

 INFOLINE : 72 18 94 13

www.laposte.bf 
(+226) 03 98 60 60 



Communications électroniques : Le PAV Bobo, une infrastructure pour booster la connexion internet dans la partie Ouest du Burkina



Richard TRAORE

Chef d'Agence du PAV Bobo

Le Burkina Faso dispose de deux Points d'Atterrissage virtuels (PAV). Il s'agit d'infrastructures de transmission internationale mais aussi de la capacité Internet qui contribuent à la réduction de la fracture numérique. Les deux villes du pays où ces deux PAV sont installés sont Bobo-Dioulasso et Ouagadougou. Dans le but de faire connaître davantage le PAV de Bobo-Dioulasso, ses attributions, sa mission et ses objectifs, une équipe de Faso Digit@l Mag est allée à la rencontre du Chef d'Agence, Richard TRAORE. Un entretien et une visite guidée des lieux ont constitué les temps forts de cette rencontre dans la ville de Sya.

Disposer d'une bonne connexion Internet à des coûts réduits au profit des populations. C'est l'un des objectifs majeurs assignés au Point d'Atterrissage virtuel (PAV). Le PAV de Bobo-Dioulasso inauguré le 4 septembre 2020 permet l'interconnexion locale entre opérateurs télécoms et fournisseurs de services Internet de cette partie du Burkina Faso. Richard TRAORE est le Chef d'Agence du PAV Bobo. Selon ses explications, le PAV Bobo apporte de la capacité Internet pour les Fournisseurs d'Accès Internet (FAI) au niveau de la région des Hauts Bassins. « Le PAV c'est comme un grossiste qui amène la capacité Internet de l'International à Bobo et une fois cette capacité arrivée à Bobo, elle est distribuée aux clients qui sont les FAI qui

vont à leur tour, la redistribuer à des clients finaux. Donc le PAV, c'est un grossiste Internet », explique-t-il. Selon toujours ses explications, « avant le PAV, la région ne disposait que des fournisseurs historiques. Ce n'était pas facile en terme de qualité et de prix. Aujourd'hui, l'arrivée du PAV à Bobo fait que l'offre a été diversifiée, la qualité a été diversifiée et le prix a été revu à la baisse ».

« Avec le PAV, le désenclavement numérique de la région est assuré »

« Tous les acteurs sont satisfaits de notre présence à Bobo. Le PAV est venu augmenter l'offre Internet. C'est vous dire que le désenclavement numérique de la région est vraiment assuré », soutient Richard TRAORE. A l'en croire, le PAV Bobo a principalement trois gros clients dont les principaux sont les FAI. « Au regard de son modèle économique, l'infrastructure génère des ressources. Mais la rentabilité financière n'est pas une priorité, a fait savoir le Chef d'Agence du PAV Bobo. L'objectif principal du PAV « est d'acquérir de la capacité gros marché afin de pouvoir en vendre aux opérateurs à bon prix pour que ceux-ci à leur tour puissent revendre cette capacité Internet bon marché aux citoyens, tout en garantissant une certaine stabilité et commodité, une disponibilité et surtout la fluidité dans l'utilisation de la connexion », nous fait-il comprendre.

Malgré les opportunités qu'il offre, le PAV Bobo n'utilise pas 50% de ses capacités

Malgré les opportunités offertes par le PAV Bobo, les partenaires historiques que sont les opérateurs de téléphonie semblent ne pas s'y intéresser, nous confie Richard TRAORE. « L'investissement a été fait pour désengorger la région. La bande passante est là. Les tarifs pratiqués sont des tarifs à la portée des FAI et des Opérateurs. Il serait bien que les partenaires historiques participent à la construction de ces infrastructures de communications électroniques mises en place par l'Etat », lance-t-il. Tout en regrettant cette situation, il fait savoir que le PAV Bobo n'utilise même pas 50% de ses capacités. C'est dire donc qu'il y a assez de capacité Internet à distribuer. Mais le Chef d'Agence ne perd pas espoir. Il espère que ces partenaires historiques intégreront un jour le PAV. « La porte du PAV reste grandement ouverte à tous ceux qui voudraient y accéder », conclut-il.

Eric Aimé QUEDRAOGO/Bouraima KABRE/Geoffroy DOULKOM

COMMENT EVITER DE PROPAGER LES FAKE NEWS ?

3/3

JE REÇOIS UNE INFORMATION

Je ne connais pas la source ou je doute

je fais des recherches

je trouve une source

Je procède à une vérification

Source inconnue

Source douteuse

JE NE PUBLIE PAS



Votre sécurité numérique, notre mission

✉ cybercrime@securite.gov.bf

☎ +226 25 39 58 41



Dématérialisation des procédures de l'administration : la plateforme ATI lancée officiellement



La Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a présidé la cérémonie officielle de lancement de la plateforme ati.gov.bf/ de demande de l'Agrément technique en matière informatique (ATI) dans la matinée de ce mardi 2 avril 2024 à Ouagadougou. Cette cérémonie a également connu la présence du Secrétaire Général, Kisito TRAORE et des Directeurs généraux du département.

Dans son discours officiel de lancement de la plateforme ATI, Docteure Aminata ZERBO/SABANE s'est réjouie de la finition de la plateforme en indiquant que son département ne soit pas seulement un soutien technique aux autres sectoriels mais également fournisseur de services en ligne. Poursuivant, la Ministre a rappelé que la plateforme de demande d'Agrément Technique en matière Informatique s'inscrit dans la dynamique d'accélération de la dématérialisation des procédures et services de l'administration engagée par le gouvernement après les assises sur le sujet en 2023. « La croissance remarquable de la filière des services informatiques au Burkina Faso est un signe indéniable de potentiel dont notre pays et particulièrement l'Administration publique doit pouvoir tirer profit pour sa modernisation et son efficacité. En effet nous enregistrons de manière constante l'arrivée de nouvelles entreprises et de professionnels qui offrent une gamme variée de services dans le domaine des technologies

de l'information et de la communication par conséquent une meilleure structuration des activités est nécessaire afin de s'assurer qu'elle contribue durablement à notre économie, il est nécessaire d'assurer une régulation qui garantisse la qualité des prestations », a-t-elle soutenu. En effet l'Agrément technique en matière informatique a été institué depuis 2016 et vise à attester la capacité d'une l'entreprise, régulièrement installée au Burkina à offrir des services dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Cette capacité est évaluée sur la base des ressources humaines qualifiées ainsi que de ses moyens matériels.

Docteure Aminata ZERBO/SABANE est convaincue que cet agrément exigé dans les dossiers de soumission aux marchés publics est très important pour les fournisseurs de services. Mais il l'est tout autant pour l'administration elle-même car il lui apporte un minimum de garantie sur la capacité des prestataires retenus pour lui fournir des services. Saisissant cette tribune, la Ministre a félicité vivement les équipes de la Direction du Système d'information (DSI) et de la Direction générale de la Transformation digitale (DGTD) tous du secteur pour la qualité du travail.

« Cette plateforme comme toutes les autres mises en ligne par les différents sectoriels, est une contribution importante à la modernisation de notre administration et à l'atteinte de l'ambition de simplifier les démarches

administratives pour nos usagers et de leur fournir des services de qualité dans des délais réduits et elle a rappelé que la plateforme ATI a été développée en interne et a pris le temps de prendre en compte les besoins des usagers », a laissé entendre la Ministre.

Toujours pour la première responsable du département en charge de la transition digitale, la dématérialisation des processus métiers et la digitalisation des services publics aux citoyens et aux entreprises, reste un engagement du gouvernement sous le leadership de leurs excellences, le Premier Ministre et le Président de la Transition c'est pourquoi elle a invité tous les acteurs à rester mobiliser et les rassurés de la disponibilité de son département à accompagner cette dynamique pour une administration plus efficace et accessible aux usagers.

Pour clore son propos, la Ministre a invité les usagers à s'approprier de l'ATI et surtout faire le retour de l'expérience

utilisateur pour son amélioration continue.

A la suite, une présentation sur les conditions de l'octroi de l'ATI a été faite par Etienne BATIEBO, Directeur des Systèmes d'information (DSI) du ministère. Il ressort de son exposé que pour une demande, l'utilisateur sera soumis aux différentes étapes qui sont : la soumission de son dossier en fournissant toutes les données de son entreprise, le suivi qui permet d'avoir un regard sur l'évolution de la demande de bout en bout et la vérification qui permet à toute personne de vérifier l'authenticité de l'ATI délivré.

A la fin de sa présentation, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a fait un clic faisant office de lancement officiel de la plateforme de demande de l'Agrément technique en matière informatique.

DCRP/MTDPCE

Semaine du numérique du Niger : le Burkina Faso, pays invité d'honneur



Le Burkina Faso participe, en qualité de pays invité d'honneur, à la première édition de la Semaine du numérique du Niger qui se tiendra du 18 au 20 avril 2024 à Niamey, sous le très haut patronage de Son excellence, le général de brigade Abdourahamane TIANI, chef de l'Etat du Niger.

Organisée par le ministère de la Communication, des

Postes et de l'Economie numérique du Niger à l'image de la Semaine du numérique du Burkina, elle est placée sous le thème : « Le numérique et la souveraineté ». Plusieurs activités sont au programme telles que la conférence ministérielle avec pour thème : « Quelles politiques et stratégies de transformation digitale pour une souveraineté numérique dans l'espace AES ? – Approches au niveau pays et perspectives », des panels et des expositions de stands.

La délégation burkinabè sera conduite par la ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Dr Aminata ZERBO/SABANE. Elle livrera notamment une allocution à la cérémonie d'ouverture et prendra part à la conférence ministérielle au cours de laquelle elle partagera l'expérience du Burkina Faso en lien avec le thème.

Dans le cadre des expositions, un stand a été offert à notre pays pour y présenter ses initiatives et ses innovations dans le domaine du numérique.

La participation du Burkina Faso à cette première édition de la Semaine du numérique du Niger constitue un facteur de renforcement des relations avec ce pays frère particulièrement dans le domaine du numérique, à un moment où les deux pays sont engagés, avec le Mali, dans la constitution d'un nouvel espace communautaire qu'est

l'Alliance des Etats du sahel (AES).

En rappel, le ministre de la Communication, des Postes et de l'Economie numérique du Niger, Raliou Sidi MOHAM a

pris part à la 18ème édition de la Semaine du numérique qui s'est tenue en novembre 2023, à la tête d'une délégation.

DCRP/MTDPCE

La Ministre Aminata ZERBO/SABANE au Consulat général du Burkina Faso à Niamey : « Nos forces combattantes sont à pied d'œuvre et qu'elles nous redonnent de l'espoir...»



En marge de la première édition de la Semaine du numérique du Niger où le Burkina Faso est pays invité d'honneur, la Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Dr Aminata ZERBO/SABANE a rendu une visite de courtoisie au Consulat général du Burkina à Niamey, le samedi 20 avril 2024.

La Ministre est allée constater de visu les conditions de travail du personnel diplomatique, échanger sur la situation de la patrie, les bonnes relations bilatérales. Elle n'a pas manqué d'encourager le Consul général, Mohamed ZIGANE et ses collaborateurs.

«Nous sommes à Niamey depuis quelques jours dans le

cadre de la première édition de la semaine du numérique du Niger et il était important pour nous de saisir cette occasion pour venir chez nous à la maison à Niamey au consulat général pour une visite de courtoisie et les remercier pour leur disponibilité et leur accompagnement qui a permis la bonne organisation et la réussite de cette mission à Niamey», a indiqué la ministre qui leur a traduit les remerciements de toute la délégation venue de Ouagadougou.

«Nous avons également profité de cette occasion pour leur donner des nouvelles du pays et aussi les encourager dans leur mission ici.

Au niveau du pays, je sais qu'ils entendent des nouvelles,

mais nous avons tenu à leur donner ces nouvelles de vive voix et leur dire que nos forces combattantes sont à pied d'œuvre et qu'elles nous redonnent de l'espoir, parce qu'il y a déjà de nombreuses populations qui ont pu regagner leurs villages et elles sont toujours à l'offensive pour pouvoir reconquérir notre territoire et bouter hors de nos frontières, les terroristes», a poursuivi Dr Aminata ZERBO/SABANE.

Pour la ministre, «il est vrai que la sécurité reste notre priorité numéro un, la priorité des priorités, mais nous travaillons également sur le plan du développement, parce que le développement de notre pays est également une réponse à cette crise sécuritaire que nous vivons».

La ministre a prêté une oreille attentive aux propos du

Consul général , « les difficultés auxquelles ils font face et également les bonnes relations qu'ils ont avec le pays frère, le Niger, les bonnes conditions dans lesquelles ils sont pour représenter notre pays au niveau de ce pays frère»

Mohamed ZIGANE a témoigné sa reconnaissance à la ministre pour la visite. «Nous avons pu entendre de vive voix les nouvelles du pays. Nous avons également profité de l'occasion pour partager avec le ministre nos conditions de vie et les bonnes relations que nous avons avec le pays frère et ami, qu'est le Niger», a laissé entendre le Consul général.

DCRP/MTDPCE

Union internationale des télécommunications (UIT) : des experts réfléchissent sur les solutions numériques pour un environnement durable



Le Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques en collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) organise la rencontre régionale de la Commission d'Études 5 pour l'Afrique de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT-T, SG5RG-AFR) et le 15e Symposium sur les TIC, l'environnement, le changement climatique et l'économie circulaire, du 7 au 9 mai 2024 à Ouagadougou.

Le symposium a pour thème : « Solutions numériques pour un avenir durable : Intégrer l'action climatique, l'économie circulaire, les données et les normes internationales ». La cérémonie d'ouverture a été présidée ce 7 mai 2024 par Docteure Aminata ZERBO/SABANE, Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électronique en présence de Helen Cythia NAKIGULI, Présidente de la commission d'études (CE)5 de l'UIT-T pour l'Afrique

(SG5RG-AFR), du Secrétaire général du Ministère, Kisito TRAORE, du Directeur de cabinet, Abdoulaye QUEDRAOGO, du Secrétaire Exécutif de l'ARCEP, Patrice COMPAORE ainsi que des experts et d'autres participants en ligne.

La cérémonie d'ouverture de ce 15e Symposium sur les TIC a été ponctuée par plusieurs allocutions par vidéoconférence. Il s'est agi des interventions de Bilel JAMOSSI, Directeur adjoint secteur de la normalisation des Télécommunications et de Dominique WURGUES, Président du groupe d'études 5 de l'UIT. A l'unanimité, ces deux personnalités ont remercié les autorités du Burkina Faso pour l'organisation de ce colloque et ont traduit toute leur reconnaissance à Docteur Aminata ZERBO/SABANE pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à tous les hôtes ainsi qu'à tous les participants. « L'initiative intitulée action du secteur du numérique met en évidence les efforts consentis par le secteur des TIC pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à travers l'élaboration de l'application en vue d'atteindre des objectifs probants pour un avenir meilleur », a soutenu Bilel JAMOSSI. Tout comme son prédécesseur, Dominique WURGUES, président du groupe environnement du groupe d'études 5 de l'UIT (Environnement CEM et changement climatique) dit être convaincu que les conclusions attendues de ce colloque sont très importantes car à coup sûr nous assisterons à un impact positif, a-t-il souligné.

Prononçant le discours d'ouverture officielle, Docteur Aminata ZERBO/SABANE s'est réjouie de la tenue de ces deux (02) événements de grande importance que sont la rencontre régionale de la Commission d'Etudes 5 pour l'Afrique de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT-T, SG5RG-AFR) et le 15e Symposium sur les TIC, l'environnement, le changement climatique et l'économie circulaire. Selon elle, la tenue de ses deux rencontres internationales traduit notre engagement collectif pour un avenir où la technologie et la durabilité se conjuguent au service de l'humanité. Pour ce faire, la Ministre a exprimé sa gratitude à Seize ONOE, Directeur du bureau de la normalisation des Télécommunications de l'UIT d'avoir accepté la proposition de notre pays pour abriter cette réunion. En outre pour la Ministre, « notre mission commune est de trouver des solutions numériques innovantes qui répondent aux défis du changement climatique, de l'économie circulaire, et qui intègrent harmonieusement les données et les normes internationales ». La tenue des travaux de la Commission d'étude 5 (CE 5) de l'UIT-T pour la région Afrique, a-t-elle indiqué, « est la matérialisation de notre engagement envers la protection de l'environnement et la santé publique face aux défis posés par les champs

électromagnétiques et les réflexions qui seront engagées au cours de ces travaux sont cruciales pour notre continent où l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur l'environnement et la santé humaine est un sujet de préoccupation croissante ». A l'en croire le thème de ce présent Symposium de cette année : "Solutions numériques pour un avenir durable : Intégrer l'action climatique, l'économie circulaire, les données et les normes internationales", résonne avec l'urgence de notre époque et l'impératif de transformer nos sociétés. « Le Burkina Faso est donc fier d'accueillir ces événements, témoignant ainsi de notre volonté de jouer un rôle actif dans la transformation numérique mondiale. Nous sommes conscients des défis, mais aussi des opportunités que représentent les TIC pour le développement durable de notre continent, d'où l'action climatique n'est pas une option mais une nécessité », a-t-elle soutenu. La patronne du numérique au Burkina Faso dit être convaincue qu'ensemble, « nous avons le pouvoir de modeler un avenir où la technologie sert l'humanité et préserve notre planète pour les générations futures ». C'est à la suite de ces mots empreints d'espoir et de reconnaissance qu'elle a déclaré ouvert les travaux du 15e Symposium sur les TIC, l'environnement, le changement climatique et l'économie circulaire et les travaux de la Commission d'Etudes 5 de l'UIT-T pour l'Afrique.

Face à la presse, Docteur Aminata ZERBO/SABANE a laissé entendre que le Burkina Faso se réjouit de l'organisation de ces deux importants événements de l'UIT, toute chose qui démontre à souhait la résilience de notre pays malgré le contexte sécuritaire difficile mais surtout notre volonté à contribuer à la réflexion sur les enjeux majeurs du moment dans le domaine du numérique et son apport pour un développement durable. « L'honneur nous est revenu d'abriter les travaux de la commission d'études 5 de l'UIT et le 15e symposium sur les TIC, l'environnement, le changement climatique et l'économie circulaire. Aujourd'hui les effets et les impacts des changements climatiques sont très perceptibles et affectent tous les secteurs d'activités, c'est pourquoi il est donc urgent que des actions communes soient prises pour réduire ces effets et surtout l'impact du changement climatique. Les travaux qui auront lieu durant ces trois jours devront nous permettre de dégager des pistes pour voir comment le numérique peut contribuer au développement durable efficace et à la lutte contre les changements climatiques », a-t-elle conclu.

Safer Internet Day 2024 : un panel pour donner des astuces et des conseils aux jeunes pour une meilleure navigation sur internet



La 2ème édition du Safer Internet Day qui se tient ce vendredi 24 mai 2024 dans la ville de Sya a été marquée après la cérémonie d'ouverture, par la tenue d'un panel. Un panel animé par 5 experts avec comme modérateur, Dr Zakaria DABONE, Enseignant Chercheur à l'Université Nazi BONI. Les participants composés en majorité d'élèves et d'étudiants se sont mobilisés à cet effet pour suivre les différentes communications.

La première communication faite par Wend-Denda Yves Patrick OUEDRAOGO, Chef de service Sécurité des Systèmes d'Information au ministère en charge de l'Education nationale, a porté sur « TIC en milieu scolaire et protection de l'identité numérique ». Dr Ibrahim Patrick CONGO, Expert-Juriste au Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Émergentes du Numérique (SPIVTEN) au Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques a présenté la deuxième communication qui a porté sur « Les politiques et mesures nationales pour un internet sûr et citoyen au Burkina Faso ». Guestaba Louis Arnaud SAVADOGO, Directeur de la Cybersécurité (DCCRE) à l'Agence Nationale

de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), a fait une communication sur « Identité personnelle et protection de la vie privée dans un monde connecté ».

« L'éducation à la détection des faux profils et à la vérification de l'identité en ligne », c'est le sujet sur lequel s'est penché Sayouba ZONGO, Sergent de Police, investigateur numérique à la Brigade Centrale de Lutte Contre la Cybercriminalité (BLCC). La 5ème communication qui a porté sur « La Gestion de l'identité numérique/ personnel » a été disséquée par Désiré YAMEOGO, Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux à la CIL.

Toutes ces communications ont permis aux participants de découvrir les comportements à avoir ou à éviter sur Internet en général et sur les réseaux sociaux en particulier. Les panelistes leur ont donné également les astuces pour pouvoir en tirer le meilleur profit tout en se préservant des menaces et inconvénients. Des astuces et des conseils bien notés par les participants qui n'ont pas manqué de poser plusieurs questions d'éclaircissement au cours des échanges.

DCRP/MTDPCE

Le personnel IT de l'administration publique renforce ses connaissances sur le Cloud computing et la cybersécurité

objectif », a-t-elle déclaré.

La Directrice générale a également félicité les participants pour leur sélection à ce programme de formation. « Vous avez été choisis pour cette formation en raison de vos compétences et de votre potentiel à contribuer de



Le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications électroniques, en partenariat avec Smart Africa Digital Academy (SADA), a procédé ce lundi 03 juin 2024, au lancement d'une série de formation destinée au personnel IT de l'administration publique. Ces formations, axées sur la cybersécurité et le cloud computing, visent à renforcer les compétences du personnel informaticien afin de leur permettre d'appuyer plus efficacement une transition numérique efficace et sécurisée des services administratifs.

A la cérémonie de lancement, la Directrice Générale de la Transformation Digitale, Haoua OUATTARA/DAMA, a souligné l'importance de disposer d'un personnel qualifié pour assurer le processus de dématérialisation des procédures administratives dans lequel le Burkina Faso s'est engagé. « Il est essentiel que notre administration soit équipée des connaissances et compétences nécessaires pour protéger nos systèmes contre les cybermenaces et pour exploiter pleinement les avantages du cloud computing. Ces formations contribueront à la réalisation de cet

manière significative à notre transformation digitale. Nous comptons sur vous pour appliquer les connaissances acquises et aider à bâtir une administration publique plus efficace et résiliente », a-t-elle précisé.

Ces formations, dispensées par des experts issus du programme SADA, couvriront les dernières avancées en matière de cybersécurité, y compris les stratégies de défense contre les cyberattaques, ainsi que les meilleures pratiques pour la gestion et l'optimisation des services cloud. Les sessions sont conçues pour être interactives et pratiques, offrant aux participants des opportunités d'appliquer les concepts appris à des scénarios réels.

Le Ministère de la Transition Digitale réaffirme ainsi son engagement à promouvoir une administration moderne et innovante, capable de répondre aux défis contemporains grâce à une utilisation optimale des technologies numériques.

DCRP/MTDPCE

Développement des TIC : Aminata ZERBO/SABANE échange avec des partenaires de l'IUT



(Genève, 3 juin 2024).

En séjour à Genève dans le cadre du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI+20), la ministre burkinabè de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques Aminata ZERBO/SABANE, a eu des entretiens avec Monsieur Seizo ONOE et Madame Doreen BOGDAN-MARTIN, respectivement, Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications et Secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications (IUT).

La ministre en charge de la Transition digitale a tenu à

féliciter monsieur Chaesub LEE pour son élection à la tête de la direction du Bureau de la normalisation ainsi que pour toutes les initiatives qu'il met en œuvre. Elle l'a également remercié pour « la confiance qu'il a placée en notre pays en lui permettant d'abriter un atelier sur le groupe de travail 5 et le 15e symposium sur l'environnement, le changement climatique et l'implication des TIC pour l'économie circulaire ». Pour elle, cette audience avait aussi pour but de faire « un bref retour sur ces ateliers, des enseignements qu'on a pu tirer et de notre disponibilité et notre engagement à contribuer dans ce secteur ».

Avec la secrétaire générale de l'IUT Doreen BOGDAN-MARTIN, ce fut des échanges cordiaux et enrichissants autour des questions de développement numérique dans notre pays. « Nous avons eu des échanges fructueux et des prochaines pistes de collaboration dans ce domaine » a-t-elle soutenu.

Les deux audiences ont également permis, selon la ministre en charge de la Transition digitale de renforcer la coopération que le Burkina Faso entretient avec l'IUT notamment sur la mise en place d'un système de traitement de déchets électroniques et d'interconnexion de nos écoles à travers un projet mis en place par l'IUT et l'UNESCO. Selon elle, les audiences ont aussi permis de « prendre les contacts nécessaires pour voir comment notre pays peut intégrer ce projet et aller vers l'interconnexion de toutes nos écoles », a-t-elle conclu.

Ambassade, Mission permanente du Burkina Faso à Genève

Dématérialisation des procédures administratives : la plateforme de demande de terrains et d'autorisations d'aménagements présentée aux ministres Aminata ZERBO/SABANE et Mikailou SIDIBE avant son déploiement



ACTU

La ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE et son collègue de l'Urbanisme, des Affaires foncières et de l'Habitat, Mikailou SIDIBE ont assisté ce mercredi 05 juin 2024, à une séance de présentation de la plateforme en ligne de demande de terrains et d'autorisations d'aménagements. A travers cette présentation, il s'agissait de permettre aux deux membres du gouvernement, de s'imprégner de l'état de mise en œuvre des procédures prioritaires à dématérialiser au titre de l'année 2023 au sein du ministère en charge des Affaires foncières.

Ce sont deux procédures qui étaient prévues pour être dématérialisées au sein du département de Mikailou SIDIBE. Mais les acteurs sont allés au-delà avec 6 procédures dématérialisées à travers le portail de demande de terrains et d'autorisations d'aménagements. Les procédures dématérialisées sont, les demandes de bornage, le suivi des demandes de terrain, les demandes de délivrance d'extraits de plan, d'identification de terrain, de changement de destination et d'autorisation de lotir ou de restructurer.

Le Directeur des Systèmes d'Information du ministère de l'Urbanisme, des Affaires foncières et de l'Habitat, Philippe OUOBA dans sa présentation, a indiqué qu'avec ce portail, les usagers pourront formuler leurs demandes sans se déplacer. Il a expliqué les différentes étapes à suivre par les usagers et par l'administration tout en précisant que la mise en œuvre du portail a été faite en collaboration avec les techniciens du département en charge du numérique. La ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a félicité tous les acteurs pour les efforts consentis

ayant abouti à la dématérialisation de ces procédures. Elle a fait des suggestions pour une meilleure mise en œuvre du portail, notamment sur la précision des délais de paiement, la mise en place d'un dispositif pour répondre aux questions des usagers, la gestion des notifications pour un meilleur suivi des dossiers et l'interopérabilité de la plateforme pour prendre en compte l'intervention des acteurs d'autres départements intervenant dans la chaîne. Le ministre de l'Urbanisme, des Affaires foncières et de l'Habitat, Mikailou SIDIBE a remercié Docteure Aminata ZERBO/SABANE pour son implication dans l'élaboration et la mise en œuvre du portail de demande de terrains et d'autorisations d'aménagements au sein de son département. « Il y a eu une bonne symbiose, un bon tandem entre les deux départements et l'objectif final, c'est la satisfaction des usagers », a-t-il indiqué. Il a rassuré Docteure Aminata ZERBO/SABANE que les suggestions d'améliorations apportées seront prises en compte.

A noter que les tests de sécurité et de déploiement se feront de concert avec l'ANPTIC et l'ANSSI. Les deux ministres ont donné des instructions aux techniciens pour une mise en œuvre rapide des suggestions faites afin de permettre de lancer officiellement le portail dans de meilleurs délais. A cette séance de présentation, Docteure Aminata ZERBO/SABANE avait à ses côtés, la Directrice générale de la Transformation digitale, Haoua OUATTARA/DAMA, le Secrétaire permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies émergentes du Numérique (SPIVTEN), Dr Yaya TRAORE et le Secrétaire général de l'ANPTIC, Arouna OUATTARA.

DCRP/MTDPCE



Union internationale des télécommunications (UIT) : des experts réfléchissent sur les solutions numériques pour un environnement durable



Le Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques en collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) organise la rencontre régionale de la Commission d'Études 5 pour l'Afrique de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT-T, SG5RG-AFR) et le 15e Symposium sur les TIC, l'environnement, le changement climatique et l'économie circulaire, du 7 au 9 mai 2024 à Ouagadougou. Le symposium a pour thème : « Solutions numériques pour un avenir durable : Intégrer l'action climatique, l'économie circulaire, les données et les normes internationales ». La cérémonie d'ouverture a été présidée ce 7 mai 2024 par Docteure Aminata ZERBO/SABANE, Ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électronique en présence de Helen Cythia NAKIGULI, Présidente de la commission d'études (CE)5 de l'UIT-T pour l'Afrique (SG5RG-AFR), du Secrétaire général du Ministère, Kisito TRAORE, du Directeur de cabinet, Abdoulaye QUEDRAOGO, du Secrétaire Exécutif de l'ARCEP, Patrice COMPAORE ainsi que des experts et d'autres participants en ligne. La cérémonie d'ouverture de ce 15e Symposium sur les TIC a été ponctuée par plusieurs allocutions par vidéoconférence. Il s'est agi des interventions de Bilel JAMOSSI, Directeur adjoint secteur de la normalisation des Télécommunications et de Dominique WURGUES, Président du groupe d'études 5 de l'UIT. A l'unanimité, ces deux personnalités ont remercié les autorités du Burkina Faso pour l'organisation de ce colloque et ont traduit toute

leur reconnaissance à Docteure Aminata ZERBO/SABANE pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à tous les hôtes ainsi qu'à tous les participants. « L'initiative intitulée action du secteur du numérique met en évidence les efforts consentis par le secteur des TIC pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à travers l'élaboration de l'application en vue d'atteindre des objectifs probants pour un avenir meilleur », a soutenu Bilel JAMOSSI. Tout comme son prédécesseur, Dominique WURGUES, président du groupe environnement du groupe d'études 5 de l'UIT (Environnement CEM et changement climatique) dit être convaincu que les conclusions attendues de ce colloque sont très importantes car à coup sûr nous assisterons à un impact positif, a-t-il souligné. Prononçant le discours d'ouverture officielle, Docteure Aminata ZERBO/SABANE s'est réjouie de la tenue de ces deux (02) événements de grande importance que sont la rencontre régionale de la Commission d'Études 5 pour l'Afrique de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT-T, SG5RG-AFR) et le 15e Symposium sur les TIC, l'environnement, le changement climatique et l'économie circulaire. Selon elle, la tenue de ses deux rencontres internationales traduit notre engagement collectif pour un avenir où la technologie et la durabilité se conjuguent au service de l'humanité. Pour ce faire, la Ministre a exprimé sa gratitude à Seize ONOE, Directeur du bureau de la normalisation des Télécommunications de l'UIT d'avoir accepté la proposition de notre pays pour abriter cette réunion. En outre pour la Ministre, « notre mission commune est de trouver des solutions numériques innovantes qui répondent aux défis du changement climatique, de l'économie circulaire, et qui intègrent harmonieusement les données et les normes internationales ». La tenue des travaux de la Commission d'étude 5 (CE 5) de l'UIT-T pour la région Afrique, a-t-elle indiqué, « est la matérialisation de notre engagement envers la protection de l'environnement et la santé publique face aux défis posés par les champs électromagnétiques et les réflexions qui seront engagées au cours de ces travaux sont cruciales pour notre continent où l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur l'environnement et la santé humaine est un sujet de préoccupation croissante ». A l'en croire le thème de ce présent Symposium de cette année : "Solutions numériques pour un avenir durable : Intégrer l'action climatique, l'économie circulaire, les données et les normes internationales", résonne avec l'urgence de notre époque et l'impératif de transformer nos sociétés. « Le Burkina Faso est donc fier d'accueillir ces événements, témoignant ainsi de notre volonté de jouer un rôle actif

ACTU

dans la transformation numérique mondiale. Nous sommes conscients des défis, mais aussi des opportunités que représentent les TIC pour le développement durable de notre continent, d'où l'action climatique n'est pas une option mais une nécessité », a-t-elle soutenu. La patronne du numérique au Burkina Faso dit être convaincue qu'ensemble, « nous avons le pouvoir de modeler un avenir où la technologie sert l'humanité et préserve notre planète pour les générations futures ». C'est à la suite de ces mots empreints d'espoir et de reconnaissance qu'elle a déclaré ouvert les travaux du 15e Symposium sur les TIC, l'environnement, le changement climatique et l'économie circulaire et les travaux de la Commission d'Etudes 5 de l'UIT-T pour l'Afrique.

Face à la presse, Docteure Aminata ZERBO/SABANE a laissé entendre que le Burkina Faso se réjouit de l'organisation de ces deux importants événements de l'UIT, toute chose qui démontre à souhait la résilience de notre pays malgré le contexte sécuritaire difficile mais surtout notre volonté

à contribuer à la réflexion sur les enjeux majeurs du moment dans le domaine du numérique et son apport pour un développement durable. « L'honneur nous est revenu d'abriter les travaux de la commission d'études 5 de l'UIT et le 15e symposium sur les TIC, l'environnement, le changement climatique et l'économie circulaire. Aujourd'hui les effets et les impacts des changements climatiques sont très perceptibles et affectent tous les secteurs d'activités, c'est pourquoi il est donc urgent que des actions communes soient prises pour réduire ces effets et surtout l'impact du changement climatique. Les travaux qui auront lieu durant ces trois jours devront nous permettre de dégager des pistes pour voir comment le numérique peut contribuer au développement durable efficace et à la lutte contre les changements climatiques », a-t-elle conclu.

DCRP/MTDPCE

Safer Internet Day 2024 : un panel pour donner des astuces et des conseils aux jeunes pour une meilleure navigation sur internet



La 2ème édition du Safer Internet Day qui se tient ce vendredi 24 mai 2024 dans la ville de Sya a été marquée après la cérémonie d'ouverture, par la tenue d'un panel. Un panel animé par 5 experts avec comme modérateur, Dr Zakaria DABONE, Enseignant Chercheur à l'Université Nazi BONI. Les participants composés en majorité d'élèves et d'étudiants se sont mobilisés à cet effet pour suivre les différentes communications.

La première communication faite par Wend-Denda Yves Patrick OUEDRAOGO, Chef de service Sécurité des Systèmes d'Information au ministère en charge de l'Education nationale, a porté sur « TIC en milieu scolaire et protection de l'identité numérique ». Dr Ibrahim Patrick CONGO, Expert-Juriste au Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Émergentes du Numérique (SPIVTEN) au Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques a présenté la deuxième communication qui a porté sur « Les politiques et mesures nationales pour un internet sûr et citoyen au Burkina Faso ». Guestaba Louis Arnaud SAVADOGO, Directeur de la Cybersécurité (DCCRE) à l'Agence Nationale

de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), a fait une communication sur « Identité personnelle et protection de la vie privée dans un monde connecté ».

« L'éducation à la détection des faux profils et à la vérification de l'identité en ligne », c'est le sujet sur lequel s'est penché Sayouba ZONGO, Sergent de Police, investigateur numérique à la Brigade Centrale de Lutte Contre la Cybercriminalité (BLCC). La 5ème communication qui a porté sur « La Gestion de l'identité numérique/personnel » a été disséquée par Désiré YAMEOGO, Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux à la CIL.

Toutes ces communications ont permis aux participants de découvrir les comportements à avoir ou à éviter sur Internet en général et sur les réseaux sociaux en particulier. Les panelistes leur ont donné également les astuces pour pouvoir en tirer le meilleur profit tout en se préservant des menaces et inconvénients. Des astuces et des conseils bien notés par les participants qui n'ont pas manqué de poser plusieurs questions d'éclaircissement au cours des échanges.

DCRP/MTDPCE

Accès à internet par les étudiants : le Premier ministre Appolinaire Joachimson KYELEM de Tambela lance officiellement la connexion internet dans les institutions d'Enseignement supérieur et de Recherche



Le Premier ministre Apollinaire Joachimson KYELEM de Tambéla a effectué ce vendredi 14 juin 2024 à l'Université Joseph KI-ZERBO de Ouagadougou, le premier clic marquant le lancement officiel de la connexion internet dans les institutions d'Enseignement supérieur et de Recherche du Burkina Faso (IESR). La cérémonie qui a connu également la présence du président de l'ALT, Dr Ousmane BOUGOUMA et de nombreuses autres personnalités avait comme marraine, la ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, Docteure Aminata ZERBO/SABANE.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Pr Adjima THIOMBIANO dans son discours, a indiqué qu'avec le lancement officiel de la connexion internet des institutions d'Enseignement supérieur et de Recherche, cela permettra d'améliorer considérablement les conditions de travail des enseignants-chercheurs, des chercheurs, du personnel ATOS et surtout des étudiants qui auront désormais accès aux diverses ressources en ligne.

« Cette concrétisation vient mettre en phase, les IESR

vis à vis des exigences du système LMD. Cette connexion vient également à point nommé pour contribuer à la normalisation définitive des années académiques à travers une meilleure organisation et un suivi rigoureux des enseignants », a-t-il soutenu et de préciser qu'avec ce projet, 174 bâtiments ont été connectés avec à la clé, 9 IESR sur 10. L'ambition du Gouvernement est de faire des IESR, de véritables temples du savoir ouverts sur le reste du monde en vue de proposer des solutions endogènes de développement.

Ce projet est le couronnement d'une synergie d'actions de plusieurs acteurs parmi lesquels, le département en charge du numérique. « Je tiens à remercier la marraine, la Ministre en charge du numérique, ainsi que tous ses collaborateurs, notamment l'ANPTIC et le Fonds pour l'Accès universel, pour le rôle combien déterminant dans l'atteinte des objectifs actuels », a laissé entendre, le ministre Adjima THIOMBIANO.

DCRP/MTDPCE

Clap de fin de la 2ème Édition de la Semaine du Numérique à Bamako



27 Juin 2024

La cérémonie de clôture de la 2ème Édition de la Semaine du Numérique s'est tenue ce 27 juin 2024 au Centre International de Conférences de Bamako. Présidée par Monsieur Alhamdou AG ILYENE, Ministre de la Communication, de l'Économie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, elle a réuni des personnalités de haut rang, dont Dr Aminata Zerbo/Sabane, Ministre de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques du Burkina Faso, et Monsieur Sidi Mohamed Raliou, Ministre de la Communication, des Postes et de l'Économie Numérique du Niger, pays invité d'honneur, ainsi que le Colonel Major Ismael WAGUÉ, Ministre de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale.

La cérémonie a rassemblé des délégations invitées du Niger, du Burkina Faso et de la Guinée, ainsi que des acteurs publics et privés du secteur numérique. Après la lecture du programme par le maître de cérémonie, le président du jury a présenté les résultats, suivis de la remise des prix aux

start-up lauréates du concours du meilleur projet TIC. Les recommandations de cette édition ont ensuite été lues par Monsieur Abdoukader Ky Directeur national de l'économie Numérique avant que Monsieur Alkaïdi TOURE, Secrétaire Général du Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration et président de la commission d'organisation ne s'exprime pour remercier tous ceux qui ont apporté leur contribution à l'organisation de cette semaine du numérique.

Les recommandations essentielles de cette édition comprennent :

La promotion de la signature électronique dans l'AES.

Le renforcement de l'accès aux services de l'administration publique dans l'AES.

L'harmonisation des textes et pratiques pour une meilleure administration digitale dans l'AES.

La réglementation de l'Intelligence Artificielle.

La sensibilisation des citoyens aux métiers du numérique dans l'AES.

Monsieur Alhamdou AG ILYENE, lors de son discours de clôture, a souligné l'importance de cette semaine pour le développement du numérique dans les États de l'Alliance du Sahel. Il a exprimé sa gratitude envers Allah pour le succès de l'événement malgré les défis actuels et a remercié le Président de la Transition, Son Excellence Le Colonel Assimi GOÏTA, pour son engagement pour le développement du numérique et la modernisation de l'administration. Il a également remercié le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, pour son soutien, ainsi que ses homologues du Niger et du Burkina Faso et leurs

délégations pour leur participation active.

Le ministre a insisté sur l'importance des débats et des échanges ayant eu lieu pendant la semaine, notamment sur des thématiques telles que la régulation du numérique, le renforcement des capacités, la coopération entre les États de l'Alliance du Sahel et la promotion des startups. Il a annoncé que les recommandations issues des discussions seront intégrées dans les plans d'action et stratégies nationales.

Le ministre AG ILYENE mis en avant la nécessité de préserver les potentialités de création et d'innovation pour le développement économique futur. Il a mentionné la mise en place prochaine d'un cadre de suivi pour les jeunes pousses et l'adoption imminente de la Loi sur les Startups (Startup-Act).

La cérémonie s'est terminée par une photo de famille, des interviews, et l'échange de présents symboliques entre les ministres. En conclusion, Monsieur Alhamdou Ag Ilyene a félicité toutes les startups participantes, remercié la presse pour leur couverture de l'événement, et souhaité un bon retour aux délégations. Il a déclaré close la 2ème Édition de la Semaine du Numérique, en exprimant son espoir pour une coopération renforcée et un avenir numérique prospère pour les États de l'Alliance du Sahel. La 2ème Édition de la Semaine du Numérique a été un succès retentissant, offrant une plateforme d'échanges et de collaboration promettant de stimuler le développement numérique et l'innovation dans les États de l'Alliance du Sahel.

CCOM/MCENMA

COMMENT EVITER DE PROPAGER LES FAKE NEWS ?

2/3



JE REÇOIS UNE INFORMATION

Je ne connais pas la source ou je doute

je fais des recherches

je ne trouve pas l'information

JE NE PUBLIE PAS

Votre sécurité numérique, notre mission

✉ cybercrime@securite.gov.bf

☎ +226 25 39 58 41



Optimiser la durée de vie d'une batterie de téléphone

Dans un monde de plus en plus connecté, notre smartphone est devenu un compagnon indispensable au quotidien. Cependant, il n'y a rien de plus frustrant que de voir la batterie de son téléphone se vider rapidement alors que l'on en a le plus besoin. Heureusement, il existe des astuces simples et efficaces pour prolonger la durée de vie de votre batterie. Que ce soit en adoptant de bonnes pratiques de recharge ou en optimisant les réglages de votre appareil, découvrez comment maximiser l'autonomie de votre smartphone.

- Les températures élevées peuvent endommager la batterie. Essayez de garder votre smartphone à une température modérée.
- Il est préférable de recharger votre smartphone lorsqu'il reste environ 20-30% de batterie, plutôt que de le laisser se décharger complètement.
- Les chargeurs de mauvaise qualité peuvent endommager la batterie à long terme. Utilisez toujours des chargeurs recommandés par le fabricant.
- Activez le mode économie qui limite certaines fonctionnalités pour réduire la consommation de la batterie.
- Débrancher votre téléphone une fois qu'il est complètement chargé peut aider à prolonger la durée de vie de la batterie.

Exemples d'applications à éviter pour économiser la batterie :

- Facebook car c'est une application connue pour consommer beaucoup de batterie en arrière-plan.
- Snapchat est très gourmande en ressources, en particulier pour l'appareil photo et les différents filtres utilisés.

-Google Maps utilise beaucoup de batterie également, surtout si le GPS est activé en continu.

Quels sont les réglages du téléphone que vous pouvez faire pour une consommation minimale d'énergie ?

- Ajustez la luminosité de votre écran à un niveau confortable mais pas trop élevé. Vous pouvez utiliser la luminosité automatique pour l'ajuster en fonction de l'environnement.
- Les notifications consomment de la batterie. Désactivez celles qui ne sont pas nécessaires.
- Désactivez le Wi-Fi, le Bluetooth, et le GPS lorsqu'ils ne sont pas nécessaires car ces fonctionnalités consomment de l'énergie même lorsqu'elles ne sont pas activement utilisées.
- Désactivez les widgets et fonds d'écran animés même s'ils peuvent être visuellement attrayants, ils consomment plus de batterie. Préférez des fonds d'écran statiques et limitez l'utilisation des widgets.
- Activez le mode avion en zones de faible signal car lorsque le signal est faible, le téléphone utilise plus d'énergie pour maintenir une connexion.

